

occidentale contre l'invasion des infidèles. Sa mission au XIX^e siècle est plus grande encore.

L'Autriche est à la fois et un centre catholique, et un centre politique. Centre catholique, repoussant les religions différentes à la circonférence; centre politique, ramenant des nationalités éparses de la circonférence au centre.

Chaque fois que l'Autriche a marché dans le sens de ses hautes destinées, elle a recueilli gloire et profit. Le secret de ses malheurs se trouve dans l'oubli de ses devoirs.

En étudiant attentivement l'histoire d'Allemagne au XVII^e et au XVIII^e siècle, on constate ce fait, à savoir, que la maison d'Autriche ne mit véritablement le sceau à sa grandeur que lorsque Ferdinand de Hapsbourg eut ramené ses peuples à la religion de leurs aïeux: La Hongrie, terre catholique par excellence, aurait-elle jamais accepté la domination d'une Autriche protestante? Et si, au lieu de Vienne, les Turcs avaient assiégé Berlin, Sobiesky serait-il venu à sa défense? Je ne le crois pas.

Les infortunes de l'Autriche ont leur source dans sa désobéissance à la mission que Dieu lui avait confiée. Joseph II fut le premier qui entra dans cette voie, qui n'est pas celle de sa dynastie. Il est l'auteur de tous les maux qui ont éclaté sur l'empire en 1848,—plus d'un demi siècle après?

Le joséphisme confisqua les libertés de l'Eglise. Il substitua l'action directe et incessante de l'Etat à l'action de l'Eglise. La bureaucratie prima le clergé. L'enseignement public asservit les esprits et les consciences. Le sentiment catholique tendit à s'affaiblir, et avec lui le sentiment de l'autorité. Et pourtant nul empire en Europe n'avait plus besoin d'enseigner aux peuples le principe générateur des sociétés humaines en opposition avec le principe dissolvant des nationalités.

Le joséphisme engendra le léopoldisme. Les insurrections de Milan et de Toscane, en 1848, ne sont que les conséquences inévitables des lois de Joseph II à Vienne, et de Léopold II à Florence.

Après la législation, nulle fonction du pouvoir souverain n'est plus élevée que celle de l'Instruction publique: elle domine l'avenir.

"Le but de l'Instruction publique,—a dit un homme d'Etat illustre,—est de donner pour base à l'Etat l'accord, aussi intime qu'il est possible de l'établir, de la religion avec la politique et la science."

Et plus loin:

"Les événements de 1848 ne laissent à personne le droit de dire que les grands établissements d'éducation étaient bien conduits..... Une partie des professeurs et des étudiants des universités de Pavie et de Padoue, comme de toutes les autres universités de l'empire, mais particulièrement ceux de la ville de Vienne, sont devenus la verge qui a puni le grave péché d'omission qui les avait laissés sans discipline d'esprit, sans instruction suffisante."

Le comte de Ficquelmont constate les effets; mais il ne se réfère pas aux causes. Une étude, même superficielle des réformes anti-religieuses Joseph II, lui aurait donné la clef de cet esprit d'indiscipline, de relâchement dans les mœurs des écoles, esprit qui a prédisposé les imaginations aux idées de révolution et d'impunité.

Les principes du catholicisme et l'amour de la sainte

Eglise romaine étaient si fortement enracinés dans le cœur des peuples de l'Autriche, que le joséphisme ne put tout d'abord corrompre les âmes et éteindre la foi. La révolution de 93 trouva l'Autriche préparée à la lutte, plus encore par les idées que par les armes. Mais lorsque, après 1815, la diplomatie fut assez aveugle pour ne pas voir que celui qui mettait sa couronne sur l'autel était invincible; lorsque l'Autriche n'eut pas compris que ce n'était pas une grandeur matérielle qu'elle devait fonder en Italie, mais sa grandeur morale; que, pour combattre l'impopularité de l'occupation étrangère, il lui fallait la popularité qui vient de Dieu, de la religion et du Saint-Siège, elle perdit ses forces vives. La Révolution demeura maîtresse du champ de bataille; les Italiens jouèrent au martyre; ils accusèrent même l'Autriche de persécuter la Papauté. Ils n'avaient pas tout à fait tort!

Bien loin de moi la pensée d'accuser la politique du prince de Metternich d'un dessein prémédité contre Rome. L'Autriche n'a pas été coupable; elle a été imprudente. Et comme j'ai l'honneur de n'être pas un disciple de M. de Talleyrand, je préfère la faute au crime. Au surplus, les Hapsbourg eurent leurs douleurs, et élu de la Providence dans ces jours d'expiation, le jeune François-Joseph se souvint que le plus beau titre de sa race était celui d'*avoué de l'Eglise*. L'avouerie de l'Eglise consistait à défendre ses ministres, ses possessions et ses droits: il signa le Concordat de 1852! C'est ce Concordat, palladium de l'Autriche et de son Eglise, que la politique de M. de Schmerling veut aujourd'hui modifier. Assurément, le moment est mal choisi pour créer des embarras à la cour de Rome et au saint Pontife qui chaque jour défend les princes dépossédés, lorsque l'Autriche garde le silence. Mais comme la diplomatie n'admet pas ces sortes de délicatesses, examinons la question à un point de vue purement politique.

Il y a en Autriche deux politiques agissantes: celle du comte de Rechberg, politique toute dévouée au Saint-Siège, au droit, à la justice; celle du chevalier de Schmerling, peu favorable au Pape, fortement inclinée vers la démocratie, peu scrupuleuse sur certains compromis avec la légitimité des droits et des traités. A côté de pareilles assertions, aussi carrément émises par un publiciste auquel son dévouement à l'Autriche donne une certaine autorité, il faut des preuves irrécusables. Les voici:

Les sentiments du comte de Rechberg se trouvent tout entiers dans la dépêche adressée, le 16 juin 1861, au prince de Metternich. J'en extrais le passage suivant, très-significatif:

"Cette solution définitive, ai-je besoin de la répéter encore, ne peut consister, selon nous, que dans la *maintien intégral* de la souveraineté du Pape. Les nombreuses dépêches que nous vous avons adressées à ce sujet, mon prince, ne peuvent vous laisser aucun doute sur nos sentiments, et il serait superflu d'entrer ici dans une nouvelle discussion à cet égard."

Les théories politiques du chevalier de Schmerling se manifestent dans les lignes suivantes, que nous empruntons à une brochure de M. Debrauz, qui écrivait sous l'inspiration directe du chevalier:

"M. le ministre des affaires étrangères de France proposait alors la combinaison suivante: